

Le rapport de lord Durham cause à Québec un moment de stupeur, selon le mot d'un historien. Aussitôt Morin et Neilson de nouveau, ralliés pour le salut de tous, prennent l'initiative du mouvement protestataire. De nombreuses requêtes, y comprises celles du clergé, sont adressées immédiatement au gouvernement anglais contre cette législation spoliatrice.

A Londres, de grands politiques, O'Connell, Hume, le duc de Wellington et lord Gosford protestent contre l'injustice d'un pareil régime. "Je dois déclarer de nouveau la conviction où je suis que tout cela a pris origine dans une intrigue mercantile," (1) déclare lord Gosford. En effet, la plus grande partie de la dette du Haut-Canada est payable à la maison Baring de Londres et le ministre des finances anglaises est un des associés de la maison. Craignant de perdre une créance considérable, les directeurs de cette institution financière ont circonvenu les députés anglais et canadiens et l'iniquité est bientôt consommée.

(1) Lord Metcalfe dont le témoignage ne peut être suspecté de partisanerie à l'égard du Bas-Canada dira plus tard: "L'Union a été effectué sans le consentement du Bas-Canada et avec l'assentiment hésitant mais acheté du Haut-Canada. Les députés du Haut-Canada consentirent à l'union parce qu'elle chargerait le Bas-Canada d'une partie de leurs dettes et de leurs dépenses."

*(Suite et fin dans le numéro de février.)*

